



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 OCTOBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dixième jour d'octobre dernier, de nommer Joseph Edouard Clément, agent des bois de la Couronne, de Montréal, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Montréal.

3999

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 23 octobre 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en vertu de l'article 177 du code municipal, de nommer le 23 octobre 1901, MM. Bazile Giguère et Joseph Bonin, auditeurs de la municipalité de Saint-Aimé, comté de Richelieu.

4023

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th OCTOBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth of October instant, to appoint Joseph Edouard Clément, Crown Lands agent, of Montreal, a justice of the peace, in virtue of article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Montreal.

4000

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 23rd October, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, in virtue of art. 177 of the municipal code, to appoint, on the 23rd October, 1901, Messrs. Bazile Giguère and Joseph Bonin, auditors for the municipality of Saint Aimé, county of Richelieu.

4024

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'il a
Proc. Général. } plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population tout entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain 1901, comme JOUR D' ACTIONS DE GRACES pour remercier Dieu Tout Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année. Et nous invitons tous Nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,
JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

3925

Canada }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Al-
Atty. General. } mighty God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year an abundant harvest and other blessings to the province of Quebec ;

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment ; accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, 1901, as a DAY of GENERAL THANKSGIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the province of Quebec, during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our province of Quebec to observe the said day of general thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,
JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

3926

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councils of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTH day of the month of OCTOBER,

mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

ERRATUM.

A page 1962, de la *Gazette* du douze octobre dernier, No 3825, lisez : "Manufacturer et vendre de la pulpe, du papier et du bois, et acquérir des limites à bois pour ces fins." 4005

Avis du Gouvernement

No 2700.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, le village de Quyon, comté de Pontiac, sous le nom de "Sainte-Marie de Quyon," avec les mêmes limites que comporte la municipalité du dit village de Quyon.

L'érection de la nouvelle municipalité scolaire, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902). 4015

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

3118

ERRATUM.

On page 1962, of the *Gazette* of the twelfth of October instant, No. 3826, read : "To manufacture and sell pulp, paper and lumber, and acquire timber limits for such purposes." 4006

Government Notice

No. 2700.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for catholics only, the village of Quyon, county of Pontiac, by the name of "Sainte Marie de Quyon," with the same limits as belong to the municipality of the said village of Quyon.

The erection of this new school municipality, if it is authorized, should take effect only on the 1st of July next (1902). 4016

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7160.

*La Minerve.*Lots 8 et 9, du 12^{ème} rang, à Joseph Asselin.
Adj. 7161.*Mousseau.*Lot 24, du 3^{ème} rang, à Jérémie Bélair.
Adj. 7162.*Addington.*La partie ouest du lot 49, du 9^{ème} rang, à Albert Bélanger.
Adj. 7163.*Addington.*Lot 48, du 8^{ème} rang, à Joseph Bélanger.
E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 24 octobre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Metabetchouan.*½ O., du lot 49, du 6^{ème} rang, à La. Bouchard.*Canton Chavigny.*Lot 16, du 4^{ème} rang N. E., à Théod. Bouchard.*Canton Humqui.*Lot 34, du 3^{ème} rang, à Alph. St. Pierre.*Canton Matalik.*Lot 3, du 1^{er} rang, à Jos. Laferty.E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 26 octobre 1901.

4045

No 2866.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher le lot No 284, du cadastre de la paroisse de "Sainte-Martine", comté de Châteauguay, et l'annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Urbain Premier," dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain (1902.)

3973-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 octobre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Wilfrid Joseph Proulx, écuyer, notaire public, des cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph Simard, notaire public, de la cité de Montréal, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire public, et de feu Eugène G. Simard, en son vivant notaire public, résidant en la paroisse de Varennes, et pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des S. R. P. Q.

3851-3
ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.EXTRAITS DES REGLES ET RÉGLEMENTS
DU CONSEIL LÉGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

63.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la

Adj. 7160.

*La Minerve.*Lots 8 and 9, in 12th range, to Joseph Asselin.
Adj. 7161.*Mousseau.*Lot 24, in 3rd range, to Jérémie Bélair.
Adj. 7162.*Addington.*West part of lot 49, in 9th range, to Albert Bélanger.
Adj. 7163.*Addington.*Lot 48, in 8th rang, to Joseph Bélanger.
E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 24th October, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Metabetchouan.

W. ½, of lot 49, of 6th range, to La. Bouchard.

Township Chavigny.

Lot 16, of 4th range N. E., to Théod. Bouchard.

Township Humqui.

Lot 34, of 3rd range, to Alph. St. Pierre.

Township Matalik.

Lot 3, of 1st range, to Jos. Laferty.

E. E. TACHE,
Deputy ministerDepartment of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 26th October, 1901.

4046

No. 2866.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach lot No. 284, of the cadastre of the parish of "Sainte Martine," county of Châteauguay, and to annex it, for school purposes, to the municipality of "Saint Urbain Premier," in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect on the 1st July next, 1902.

3974

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 9th October, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Wilfrid Joseph Proulx, esquire, notary public, of the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Simard, notary public, of the city of Montreal, who has voluntarily ceased to practice as notary public, and of the late Eugène G. Simard, in his lifetime notary public, residing in the parish of Varennes, and practising in the city of Montréal, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 B. S. P. Q.

3852
ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

63.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of

Provinces de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quel que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte en vigueur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, de tout en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis de péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de:ront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250

the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of a particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens

exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on lui en fait le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des

printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

G. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing

ournaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du Comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou exerçant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause ou statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire

the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replaced by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnstile road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be re-

amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS
3511 Greffier de l'Assemblée Législative.

pealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
3512 Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Percy Clare DuBoyce, de la cité de Montréal, clerc notaire, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre comme un de ses membres après examen.

PERCY CLARE DuBOYCE.
Montréal, 21 octobre 1901. 4011

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Ernest E. Vipond, étudiant en loi, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

ERNEST E. VIPOND.
Montréal, 2 octobre 1901. 3819-3

Avis Divers

AVIS

Est par le présent donné, conformément à la loi, article 5371 des S. R. P. Q., qu'une compagnie portant le nom de la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu et la foudre, de la paroisse de Saint-Maurice" a été formée conformément à la teneur de l'article 5369 et suivants des dits statuts, et que le bureau d'affaires de la dite compagnie sera dans la dite paroisse de Saint-Maurice, comté de Champlain.

JOSEPH DROLET,
Président.
JOSEPH LORANGER,
Secrétaire.

Bureau de la dite Compagnie,
Saint-Maurice, 23 octobre 1901. 4041

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cette avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres

Applications to the Legislature

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Percy Clare DuBoyce, of the city of Montreal, notarial student, will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorising the board of notaries of the province of Quebec, to admit him as one of its members after examination.

PERCY CLARE DuBOYCE.
Montreal, 21st October, 1901. 4012

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Ernest E. Vipond, law student, of Montreal, will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him as one of its members, after examination.

ERNEST E. VIPOND.
Montreal, 2nd October, 1901. 3820

Miscellaneous Notices

NOTICE

Is hereby given, pursuant to the law, article 5371 of the R. S. P. Q., that a company called "The Mutual Insurance Company against fire and lightning, of the parish of Saint Maurice" has been formed in conformity with the article 5369 and following of the said statutes, and that the business office of the said company will be in the said parish of Saint Maurice, county of Champlain.

JOSEPH DROLET,
President.
JOSEPH LORANGER,
Secretary.

Office of the said company,
Saint Maurice, 23rd October, 1901. 4042

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint

patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1. Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

Exercer l'industrie d'imprimeur et éditeur de journaux, ouvrages périodiques et autres publications dans toute la province de Québec ; exercer dans toute la dite province l'industrie d'imprimeur, graveur, lithographe et relieur en général, dans toutes ses parties.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cent, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Horace Flaman, marchand ; Arthur Ernest Paquette, avocat ; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public ; Napoléon Rousseau, commerçant ; Théodore Goulet, manufacturier ; Joseph Noé Farley, pharmacien, et Joseph William Aubin, maître de poste, tous du village de Shawinigan Falls, dans la province de Québec. Les dits requérants seront les directeurs provisoires.

4019

A. E. PAQUETTE,
Procureur des Requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie Co-opérative de cigares de Montréal."

2° L'objet de l'incorporation est de faire, manufacturer et vendre des cigares.

3 Le bureau principal d'affaires de la compagnie proposée, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille piastres (\$15,000.00).

5° Le nombre d'action sera de trois milles, et le montant de chaque action sera de cinq piastres (\$5.00).

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants, sont comme suit : Adolphe Gariépy, cigarié, de Montréal ; Téléphore Tremblay, cigarié, de Montréal ; Joseph Wolfe, cigarié, de Montréal ; Antoine Gauthier, cigarié, de Montréal ; Hyman Schleifer, cigarié, de Montréal ; Dieudonné Pinsonnault, marchand, de Montréal ; Olier Forget, cigarié, de la paroisse Notre-Dame de Toute Grâce, tous dans le district de Montréal.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, lesquels sont résidents en Canada et sujets britanniques.

P. R. GOYET,
Procureur des requérants.
Montréal, 10 octobre 1901. 3907-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres pa-

stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is to be : "La Compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

To carry on the business of printing and publishing newspapers, periodicals and other publications throughout the province of Quebec ; to carry on in the said province the business of printer, engraver, lithographer and binder generally, in all its branches.

3. The principal place of business of the said company will be in the village of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars.

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each share fifty dollars.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Charles Horace Flaman, merchant ; Arthur Ernest Paquette, advocate ; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public ; Napoléon Rousseau, trader ; Théodore Goulet, manufacturer ; Joseph Noé Farley, druggist, and Joseph William Aubin, postmaster, all of the village of Shawinigan Falls, in the province of Quebec. The said petitioners will be the *interim* directors.

4020

A. E. PAQUETTE,
Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Montreal Cigars Co-operative Company."

2. The object for which incorporation is sought is to make, manufacture and sell cigars.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The capital stock of said company is to be the sum of fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be of three thousand, of five dollars (\$5.00) each.

6. The names in full, address and calling of each of the applicants, are as follows : Adolphe Gariépy, cigar-maker, of Montreal ; Téléphore Tremblay, cigar-maker, of Montreal ; Joseph Wolfe, cigar-maker, of Montreal ; Antoine Gauthier, cigar-maker, of Montreal ; Hyman Schleifer, cigar-maker, of Montreal ; Dieudonné Pinsonnault, merchant, of Montreal ; Olier Forget, cigar-maker, of the parish of Notre-Dame de Toute Grâce, all in the district of Montreal.

The above named persons shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are british subjects.

P. R. GOYET,
Attorney for applicants.
Montreal, 10th October, 1901. 3908

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incor-

tentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci après mentionné :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, raffiner et emballer de nouveau des sirops, mélasses, gelées au miel, conserves, confitures, viandes émincées (mince meats), marmelade, sucre (bar sugar) et objets semblables de toute description ;

(b) Manufacturer des barils, boîtes, caques, sacs, boîtes d'étain, et toute sorte d'emballage ;

(c) Importer, exporter, vendre, manufacturer les objets ci-dessus mentionnés et en faire le commerce ;

(d) Agir comme agents et facteurs en rapport à l'achat, vente, réception et disposition de marchandises de toute description ;

(e) Faire toutes autres affaires (soit de manufacture ou autrement), dont la compagnie pourra être capable de conduire avantageusement, en rapport avec les susdits objets, ou calculées, directement ou indirectement pour augmenter la valeur d'icelles, ou rendre profitable toute propriété ou tous droits de la compagnie ;

(f) Acquérir et entreprendre toute ou aucune partie des affaires, propriété et engagements de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée de faire, ou ayant une propriété convenable pour les objets de cette compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de vingt-cinq mille, et le montant de chaque action sera d'une piastre.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Frederick Welker, marchand, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise ; Joshua Collitt Rose, marchand, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal ; William Stirling Laffamme, marchand, de la dite ville de Westmount ; William Welker, marchand, de la dite cité de Montréal, et Alexander Stearns McCormick, étudiant, de la dite ville de Westmount.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et la majorité est sujets de Sa Majesté le Roi.

McCORMICK & MOFFAT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901.

3811-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes les constituant, et telles autres personnes qui pourront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation, en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des Statuts Refondus de la province de Québec, "de la constitution en corporation des compagnies à fonds social," sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie Electrique Canada", (The Canada Electric Company).

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : la fabrication et l'exploitation d'un système d'horloges électriques ; la fabrication, la vente et l'installation d'appareils de lumière électrique, de téléphones, de sonneries et de tous autres appareils électriques.

poration Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2. The objects for which such incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, refine and repack syrups, molasses, honey jellies, jams, preserves, mince-meats, marmalade, bar-sugar and like commodities of every description ;

(b) To manufacture barrels, boxes, kegs, sacks, cans and any and every kind of package ;

(c) To import, export, trade in, sell, manufacture and deal in the above mentioned commodities ;

(d) To act as agents and factors in relation to the purchase, sale, receipt and disposition of merchandise of any description ;

(e) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with the above, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

(f) To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person of company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares will be twenty-five thousand, and the amount of each share will be one dollar.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Frederick Welker, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, merchant ; Joshua Collitt Rose, of the town of Westmount, in said district of Montreal, merchant ; William Stirling Laffamme, of said town of Westmount, merchant ; William Welker, of the said city of Montreal, merchant, and Alexander Stearns McCormick, of the said town of Westmount, student.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all reside in Canada, and the majority of them are subjects of His Majesty the King.

McCORMICK & MOFFAT,
Attorneys for applicants.

Montreal, 1st October, 1901.

3812

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation under the provisions of section second, chapter third, title eleven of the Revised Statutes of Canada "the joint stock companies incorporation Act," constituting the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, by the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company is the following : "The Canada Electric Company."

2. The incorporation is sought for the following purposes, to wit : the fabrication and working of a system of electric clocks ; the fabrication, sale and installation of electric light, telephone and bell ringing apparatus, and of any other electric apparatus.

3° Le siège principal d'affaires de la dite compagnie est et sera dans la ville de Montréal.

4° Le montant projeté du capital-actions est de \$100,000.00.

5° Le capital-actions sera divisé en 1000 actions de \$100.00.

6° Les requérants sont les personnes suivantes : Lacasse Rousseau, entrepreneur-électricien, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal; Théophile Alain, comptable, de la ville de Montréal, dit district; Henri Grandbois, comptable, de Saint-Casimir, district de Québec; Arthur Rousseau, médecin, de la ville de Québec, district de Québec; Maurice Rousseau, avocat, de la ville de Montmagny, district de Montmagny; les dits requérants seront les directeurs provisoires.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901. 3755-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Garth Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquiescer comme une affaire en opération les affaires ci-devant faites dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de "Garth & Company," et de manufacturer et faire le commerce d'appareils pour l'électricité, le gaz et la vapeur, et en général de faire les affaires de manufacturiers et de marchands de matériaux de quincaillerie et de plomberie de toutes descriptions et de toute condition de manufacture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent soixante et quinze mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de dix-sept cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms des requérants sont comme suit : Charles Garth, gentilhomme; Henry W. Garth, marchand; John Henry Garth, marchand; Albert Edward Garth, marchand, et John George Smith, manufacturier, tous des cité et district de Montréal.

7° Des dits requérants, Charles Garth, John Henry Garth et John George Smith seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solliciteurs des requérants.

Daté dans la cité de Montréal, le vingtième jour de septembre dix-neuf cent un. 3651-5

Province de Québec, }
District de Montréal } Cour Supérieure.
No 1111.

Dame Agnès Lanin, épouse commune en biens de Alphonse Ledoux, voiturier, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Alphonse Ledoux, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens, a été inatituée en cette cause, le 5 octobre 1901.

ADAM & MATHIEU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 12 octobre 1901. 4037

3. The chief place of business of the said company is and will be at the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital is \$100,000.00.

5. The stock will be divided into 1000 shares of \$100.00.

6. The petitioners are the following parties : Lacasse Rousseau, electrical contractor, of the town of Saint Louis, district of Montreal; Théophile Alain, accountant, of the city of Montreal, said district; Henri Grandbois, accountant, of Saint Casimir, district of Quebec; Arthur Rousseau, physician, of the city of Quebec, district of Quebec; Maurice Rousseau, advocate, of the town of Montmagny, district of Montmagny; the said petitioners will be the provisional directors.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for petitioners.

Montreal, 1st October, 1901. 3756

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Garth Company."

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire as a going concern the business heretofore carried on at the city of Montreal, under the name and style of "Garth & Company," and to manufacture and deal in electric, gas and steam fixtures, and generally to carry on the business of manufacturers and dealers in hardware and plumbers materials of all descriptions and in every condition of manufacture.

3. The chief place of business of the said company is at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and seventy-five thousand dollars.

5. The number of the shares will be seventeen hundred and fifty, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names of the applicants are as follows : Charles Garth, gentleman; Henry W. Garth, merchant; John Henry Garth, merchant; Albert Edward Garth, merchant, and John George Smith, manufacturer, all of the city and district of Montreal.

7. Of the said applicants, Charles Garth, John Henry Garth and John George Smith shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solicitors for applicants.

Dated at the city of Montreal, the twentieth day of September, nineteen hundred and one. 3652

Province of Québec, }
District of Montréal } Superior Court.
No. 1111.

Dame Agnès Lanin, wife common as to property of Alphonse Ledoux, carriage-maker, of the city of Montreal, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff;

vs.

The said Alphonse Ledoux, of the same place, Defendant.

An action for separation of property, has been instituted in this cause, on the 5th of October, 1901.

ADAM & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th October, 1901. 4038

District de Montréal.—Cour Supérieure.

No 2531.

Dame Melina Belec, de Montréal, épouse de Pierre Beliale, maçon, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Beliale, Défendeur.
Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 octobre 1901. 3903-2

Canada, }
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Dame Martha A. Putney, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de James E. Webster, du dit canton de Hatley, charpentier, a institué, ce jour, une action en séparation des biens contre le dit James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 25 septembre 1901. 3815-3

Cour Supérieure—District de Montréal.

No 1065.

Dame Corinne Dansereau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Tancrede Dansereau, commerçant, tous deux de la cité de Montréal.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 24 septembre 1901. 3813-3

Canada, }
Province de Québec, }
District de St-François. } *Cour Supérieure.*
No 265.

Avis est par le présent donné que Dame Ella Jane Weston, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Cyrille E. Weyland, du dit canton de Dudswell, dans le dit district, commis voyageur, le vingt-troisième jour de septembre dernier, a institué une action en séparation de biens contre le dit Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Daté, 5 octobre 1901. 3841 3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Poplinger, du même lieu, marchand Demanderesse ;

vs.

Le dit Samuel Poplinger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

STEPHENS & HUTCHINS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 11 septembre 1901. 3833-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 377.

Dame Marie Louise Gohier, épouse commune en biens de Hormidas Beaulieu, marchand, de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Hormidas Beaulieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le neuvième jour d'octobre mil neuf cent un.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 octobre 1901. 3895-3

District of Montreal.—Superior Court.

No. 2531.

Dame Melina Belec, of Montreal, wife of Pierre Beliale, mason, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Beliale, Defendant.
An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff

Montreal, 11th October, 1901. 3904

Canada, }
Province of Quebec, }
District of St. Francis. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Martha A. Putney, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife commune en biens of James E. Webster, of the said township of Hatley, carpenter, has, this day, instituted an action en séparation de biens against the said James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 25th September, 1901. 3816

Superior Court.—District of Montreal.

No. 1065.

Dame Corinne Dansereau has, this day, sued her husband, Tancrede Dansereau, trader, of Montreal in separation as to property.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th September, 1901. 3814

Canada, }
Province of Quebec, }
District of St. Francis. } *Superior Court.*
No. 265.

Notice is hereby given that Dame Ella Jane Weston, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Cyrille E. Weyland, of the said township of Dudswell, in said district, commercial traveller, did, on the twenty-third day of September last past, institute an action en séparation de biens against the said Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD

Attorney for plaintiff.

Dated, 5th October, 1901. 38 2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Samuel Poplinger, of the same place, merchant, Plaintiff ;

vs.

The said Samuel Poplinger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th September, 1901. 3834

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 377.

Dame Marie Louise Gohier, wife common as to property of Hormidas Beaulieu, merchant, of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Hormidas Beaulieu, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of October nineteen hundred and one.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th October, 1901. 3896

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Sadie Alzady Heath, de la ville de Magog, dans
 le district de Saint-François, épouse de Frederick
 Everett Yertaw, de la dite ville de Magog, a insti-
 tué, ce jour, une action en séparation de biens
 contre le dit Frederick Everett Yertaw, son dit
 mari.

CATE, WELLS & WHITE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 7 octobre 1901. 3873-3

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.—Hull.*
 No 315.

Dame Eva Maria Clancy, épouse de William Farrell,
 du canton de Wakefield, dans le district d'Ottawa,
 cultivateur, Demanderesse ;

vs.

Le dit William Farrell, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été prise le
 8 octobre courant, en cette cause.

BROOKE & CHAUVIN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Hull, 8 octobre 1901. 3867-3

Cour Supérieure.—District de Bedford.
 No 6847.

Dame Alice Cadieux a, ce jour, institué une
 action en séparation de biens contre son mari,
 Hormidas Girard, voiturier, de la ville Farnham.

J. S. POULIN,
 Avocat de la demanderesse.
 Sweetsburg, 24 septembre 1901. 3749-4

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 773.

Dame Cordélia Barrette, de la ville de Salaberry
 de Valleyfield, épouse d'Albert Plante, épiciier, du
 même lieu, a, ce jour, institué une action en sépa-
 ration de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,
 Avocats de la demanderesse.
 Beauharnois, 19 septembre 1901. 3663-5

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 777.

Dame Sophie Poirier, de la ville de Salaberry de
 Valleyfield, épouse de J. Cyrille Choquette, mar-
 chand, du même lieu, a, ce jour, institué une action
 en séparation de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,
 Avocats de la demanderesse.
 Beauharnois, 30 septembre 1901. 3795-4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 In re John Phillippe Durand, pharmacien, de la
 ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne,
 Débiteur insolvable ;

et

Evans & Sons, limited, corps politique et incorporé,
 de la cité et du district de Montréal,
 Créanciers requérant cession.

Avis est par le présent donné que le débiteur a
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour
 le bénéfice de ses créanciers, au bureau du proto-
 notaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
 Prothonotaire C. S.
 Sainte-Scholastique, 19 octobre 1901. 4039

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 Sadie Alzady Heath, of the town of Magog, in
 the district of Saint Francis, wife of Frederick
 Everett Yertaw, of the said town of Magog, has,
 this day, instituted an action of separation as to
 property against the said Frederick Everett Yertaw,
 her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 7th October, 1901. 3874

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.—Hull.*
 No. 315.

Dame Eva Maria Clancy, wife of William Farrell,
 of the township of Wakefield, in the county and
 district of Ottawa, farmer, Plaintiff ;

vs.

The said William Farrell, Defendant.
 An action in separation of property has, this
 day, been instituted in this cause.

BROOKE & CHAUVIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Hull, 8th October, 1901. 3868

Superior Court.—District of Bedford.
 No. 6847.

Dame Alice Cadieux has, this day, instituted an
 action in separation as to property against her
 husband, Hormidas Girard, of the town of Farnham,
 carriage maker.

J. S. POULIN,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsbury, 24th September, 1901. 3750

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 773.

Dame Cordélia Barrette, of the town of Salaberry
 of Valleyfield, wife of Albert Plante, grocer, of the
 same place, has, this day, instituted an action in
 separation of property against her said husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,
 Attorneys for plaintiff.
 Beauharnois, 19th September, 1901. 3664

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 777.

Dame Sophie Poirier, of the town of Salaberry
 of Valleyfield, wife of J. Cyrille Choquette, mer-
 chant, of the same place, has, this day, instituted an
 action in separation of property against her said
 husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,
 Attorneys for plaintiff.
 Beauharnois, 30th September, 1901. 3796

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 In re John Phillippe Durand, druggist, of the town
 of Saint Jerome, district of Terrebonne,
 Debtor insolvent ;

and

Evans & Sons, limited, a body politic and corpo-
 rate, of the city and district of Montreal,
 Creditors petitioners for assignment.

Notice is hereby given that the debtor has,
 this day, made a judicial abandonment of his pro-
 perty for the benefit of his creditors, at the proto-
 notary's office of the superior court, at Sainte-
 Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
 Prothonotary S. C.
 Sainte Scholastique, 19th October, 1901. 4040

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 126.

Dans l'affaire de J. H. Savoie, épicier, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à notre bureau, le 12 novembre prochain.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 26 octobre 1901. 4029

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Théophile Genest, épicier, de la ville de Saint-Louis de Montréal, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 19 octobre courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce dit district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Dép gardiens provisoires.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 26 octobre 1901. 4031

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re A. T. Riopelle, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 23e jour d'octobre 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 octobre 1901. 4027

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*

Ernest Dickner, commerçant, de la paroisse de Cacouna, Failli

Avis est donné que, ce jour, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la dite cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

P. LANGLAIS,
Fraserville, P. Q., 17 octobre 1901. 4001

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de R. Jellyman & Company, Failli.

Avis est par le présent donné que le 21e jour d'octobre 1901, par ordre de cette cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des sus-dits faillis.

Toute personne ayant des réclamations contre les dits biens sont requis de les produire, dûment attestées, sous trente jours.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
Comptables et auditeurs,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 21 octobre 1901. 4007

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 126.

In the matter of J. H. Savoie, grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, on the 12th November next.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 26th October, 1901. 4030

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Théophile Genest, grocer, of the town of Saint Louis of Montreal, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 19th day of October instant, at the prothonotary's office of the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Dep. provisional guardians.

41, Street Railway Building,
Montreal, 26th October, 1901. 4032

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re A. T. Riopelle, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 23rd day of October, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 26th October, 1901. 4028

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*

Ernest Dickner, trader, of the parish of Cacouna, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, the undersigned has been appointed, this day, curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed at my office within thirty days from this notice.

P. LANGLAIS,
Fraserville, P. Q., 17th October, 1901. 4002

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of R. Jellyman & Company, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 31st day of October, 1901, by order of this court, we were appointed joint curators to the above estate.

All parties having claims against the said estate are requested to file same, duly attested, within thirty days.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
Accountants and auditors,
205, Saint James street.
Montreal, 21st October, 1901. 4008

Province de Québec, }
 District de Gaspé, }
 Comté de Bonaventure. } *Cour Supérieure.*
In re Mouraud, Bodard & Cie, Faillis ;
 vs.

Alcide Bodard, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende, payant intégralement les créanciers des dits faillis, a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11e jour de novembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALCIDE BODARD,
 Curateur.
 4003

Port Daniel, 16 octobre 1901.

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 A. A. Morin, Débitur ;
 et
 A. Morin, snr., Requérent ;
 et
 P. Larmonth, Curateur.

Avis est par le présent donné en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le 18e jour d'octobre 1901, je, dit Pater Larmonth, d'Ottawa, par jugement de la cour supérieure, en chambre, ai été nommé curateur des biens du dit A. A. Morin, de Hull, marchand, débiteur en cette affaire, le tout tel que pourvu par le dit code. Les créanciers du dit A. A. Morin sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

P. LARMONTH,
 Curateur.
 4009

Ottawa, 19 octobre 1901.

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 6763.

Sweetsburg, le treizième jour de septembre 1901. Présent :—L'Honorable M. le juge LYNCH.
 George Mitchell et Daniel H. Rosenberger, cultivateurs, tous deux de la paroisse de Saint-Armand Ouest, dans le district de Bedford ; et Laura Mitchell, de la ville de Highgate, dans l'état de Vermont, un des états-unis d'Amérique, épouse séparée quant au biens de Burton Dymond, cultivateur, de Highgate susdit, et dûment autorisée de son dit époux aux fins des présentes ; et le dit Burton Dymond aux fins d'autoriser sa dite épouse à est r en justice en cette cause,
 Demandeurs ;

vs.
 Marshall J. Olds, de la ville de East Berkshire, dans l'état de Vermont ; Everett Olds, de la ville de Burlington, dans l'état de Vermont ; Lucia Olds, de la ville de East Highgate, dans l'état de Vermont, épouse d'Alvey H. Spears, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Caroline Olds, de la cité de Minneapolis, dans l'état de Minnesota, épouse d'Anthony Kennedy, procureur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Arabella Olds, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, épouse de Van Buren Soule, voiturier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Martha Olds, de Menlo Park, dans l'état de Californie, épouse d'Orrin N. Reynolds, marchand, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Elizabeth *alias* Libbie Olds, de la ville de Franklin, état de Vermont, épouse de George Anderson, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins

Province of Quebec, }
 District of Gaspé, } *Superior Court.*
 County of Bonaventure. }
In re Mouraud, Bodard & Co., Insolvents ;
 vs.

Alcide Bodard, Curator.
 A first and final dividend sheet paying the creditors of the said insolvents in full, has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 11th of November, 1901, after which date the dividends will be payable at my office.

ALCIDE BODARD,
 Curator.
 4004

Port Daniel, 16th October, 1901.

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court*
 A. A. Morin, Debtor ;
 and
 A. Morin, snr., and Petitioner ;
 and
 P. Larmonth, Curator.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the 18th day of October, 1901, I, the said Peter Larmonth, of Ottawa, was by judgment of the superior court, in chambers, appointed curator to the property of the said A. A. Morin, of Hull, merchant, debtor in this matter, the whole as by said code provided. The creditors of the said A. A. Morin are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

P. LARMONTH,
 Curator.
 1010

Ottawa, 19th October, 1901.

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 6763.

Sweetsburg, the thirteenth day of September, 1901. Present :—The Honorable Mr. Justice LYNCH.
 George Mitchell and Daniel H. Rosenberger, farmers, both of the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford ; and Laura Mitchell, of the town of Highgate, in the state of Vermont, one of the united states of America, wife separate as to property of Burton Dymond, of said Highgate, farmer, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof ; and the said Burton Dymond to authorize his said wife à *ester en justice* herein,
 Plaintiffs ;

vs.
 Marshall J. Olds, of the town of East Berkshire, in the state of Vermont ; Everett Olds, of the town of Burlington, in the state of Vermont ; Lucia Olds, of the town of East Highgate, in the state of Vermont, wife of Alvey H. Spears, of the same place, farmer, the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Caroline Olds, of the city of Minneapolis, in the state of Minnesota, wife of Anthony Kennedy, of same place, attorney, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Arabella Olds, of the city of Chicago, in the state of Illinois, wife of Van Buren Soule, of the same place, carriage manufacturer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Martha Olds, of Menlo Park, in the state of California, wife of Orrin N. Reynolds, of the same place, merchant, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Elizabeth *alias* Libbie Olds, of the town of Franklin, state of Vermont, wife of George Anderson, of the same place, farmer, and the latter for the pur-

des présentes ; Helen Olds, de Cedar Rapids, état de Iowa, épouse de Helmer Higley, bourgeois, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; et Frederick Olds, de Minneapolis, état de Minnesota, tous dans les états-unis d'Amérique, Défendeurs.

Cette cour, ayant entendu les parties par leur conseil, sur la motion produite par les demandeurs pour la nomination d'un nouvel expert en cette cause pour voir, examiner et évaluer un des lots de terre en question dans cette cause, ci-après mentionné, examiné les procédures et preuve de record, et ayant délibéré à cette fin.

Vu que les deux lots de terre ordonnés pour être vendus par licitation en cette cause, un seul d'iceux, à savoir : lot numéro 235, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Armand ouest, a été actuellement vendu au temps et lieu fixés pour la dite vente, et que le deuxième lot à savoir : lot numéro 140, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, contenant environ cent un (101) acres de terre en superficie, plus ou moins, et décrit plus au long dans l'avis de vente produit à cette fin, n'a pas été vendu pour la raison apparente que l'évaluation d'icelui était trop haute.

Vu le consentement des défendeurs d'accorder la dite motion.

Considérant qu'il apparaît déjà de record par le rapport de l'expert, ci-devant nommé en cette cause, et dûment homologué que les terres en question en cette cause ne peuvent pas convenablement et avantageusement être divisées, de manière à donner à chacun des demandeurs et des défendeurs leur part respective, pour la raison qu'aucun partage n'a été fait, et la vente et la division d'argent provenant de la vente d'icelles ont été ordonnées.

Considérant en conséquence, avec le consentement des parties tel que susdit, qu'il existe seulement la nécessité d'une nouvelle évaluation, par un expert, du dit lot non vendu avant la vente d'icelui en due forme par licitation.

Considérant que la dite motion est bien fondée et devrait être accordée : j'accorde la dite motion et nomme George Ferland, de la dite paroisse de Saint-Armand Ouest, cultivateur, comme tel expert, et lui ordonne, après avoir été dûment assermenté, d'examiner et évaluer le dit lot de terre en question dans cette cause, à savoir : le dit lot numéro cent quarante (140), de la dite paroisse—avec les bâtisses ci-dessus construites et améliorations faites, et après tel examen faire rapport à la cour, avec diligence. Frais réservés.

Nous soussignés, protonotaire de la cour supérieure pour la province de Québec, dans et pour le dit district de Bedford, certifions par le présent que ce qui précède est une vraie copie du jugement original rendue dans cette cause, extrait des registres de la dite cour, desquels registres nous sommes gardiens légaux et depositaires.

Témoin, notre signature et sceau de la dite cour, dans le palais de justice, dans le village de Sweetsburg, dans le dit district, le quatorzième jour de septembre mil neuf cent un.

4013 LEONARD & NOYES, P. C. S.

Province de Québec, } Cour Supérieure, pour le
District de Montréal. } Bas-Canada.
No 2332.

Le dix-huitième jour d'octobre mil neuf cent-un.

Dame H. Turgeon, Demanderesse ;

vs.

P. C. Shannon *ès qualité et al.*, Défendeurs ;

et

Dame M. T. Shannon, Opposante ;

et

La Demanderesse, Contestante.

Sur ordre de cette cour, donné le dix-huitième jour d'octobre 1901, les créanciers du dit défendeur, *ès-qualité*, P. C. Shannon, un des défendeurs en

pose of authorizing his said wife herein ; Helen Olds, of Cedar Rapids, in the state of Iowa, wife of Helmer Higley, of the same place, gentleman, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, and Frederick Olds, of Minneapolis, in the state of Minnesota, all in the united states of America,

Defendants.

This court, having heard the parties by their counsel, on the motion of the plaintiff filed herein for the appointment of a new expert in this cause to view, value and appraise one of the lots of land in question in this cause, hereinafter referred to, examined the proceedings and proof of record, and having deliberated thereon.

Seeing that of the two lots of land ordered to be sold by way of licitation in this cause, only one thereof, to wit : lot number 235, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Armand West, was actually sold at the time and place fixed for such sale, and that the second lot, to wit : lot number 140, of said official plan and book of reference of said parish, containing about one hundred and one (101) acres of land in superficies, more or less, and more fully described in the notice of sale filed herein, was not sold for the apparent reason that the valuation thereof was too high.

Seeing the consent of the defendants to the granting of the said motion.

Considering that it already appears of record by the report of the expert, previously named in this cause, and duly homologated, that the lands in question in this cause cannot be conveniently and advantageously divided, so as to give each of the plaintiffs and the defendants their respective shares thereby, whereby no *partage* thereof was made, and its sale and the division of the moneys arising from the sale thereof was ordered.

Considering, in consequence, with the consent of the parties as aforesaid, that there exists only the necessity of a new valuation, by an expert, of the said unsold lot prior to the sale thereof in due course by licitation.

Considering that the said motion is well founded and ought to be granted : doth grant said motion and doth name and opposit George Ferland, of the said parish of Saint Armand West, farmer, as such expert, and doth order him, after having been duly sworn, to view and value the said lot of land in question in this cause, to wit : said lot number one hundred and forty (140), of said parish—with the buildings and improvement thereon constructed and made, and after such appraisal to make report to this court, with due diligence. Costs reserved.

We the undersigned, prothonotary of the superior court for the province of Quebec, in and for the said district of Bedford, hereby certify the foregoing to be a true copy, of the original judgment rendered in said cause, extracted from the registers of said court, of which registers we are the legal custodian and depositary.

Witness, our hand and the seal of said court, at the court house, in the village of Sweetsburg, in the said district, this fourteenth day of September, one thousand nine hundred and one.

4014 LEONARD & NOYES, P. S. C.

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
No. 2332.

On the eighteenth day of October, nineteen hundred and one.

Dame H. Turgeon, Plaintiff ;

vs.

P. C. Shannon *ès qualité et al.*, Defendants ;

and

Dame M. T. Shannon, Opposant ;

and

The Plaintiff, Contestant.

Upon order of this court on the eighteenth day of October, 1901, the creditors of the said P. C. Shannon *ès qualité*, one of the defendants in this

cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnés d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 du code de procédure civile.

L. D. GAREAU:
Député P. C. S.

4026

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **ALEXANDRE SENEY**
No 143. } **ET AL, Demandeurs;**
contre **STANISLAS ALLARD, Défendeur.**

Le lot numéro quatre cent soixante et un (461), du cadastre officiel pour le canton de Bulstrode, dans le neuvième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 2 octobre 1901. 3767-2
[Première publication, 5 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **CHARLES ALBERT**
District de Bedford. } **NUTTING, écuyer,**
No 6835. } **avocat, de la ville de**

Waterloo, dans le district de Bedford, Demandeur; contre les meubles et immeubles de **ERWIN C. JOYAL**, du canton de Brome, dans le dit district, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre formant partie du lot numéro 27, du 7e rang, arpentage primitif, du canton de Brome, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan du livre de renvoi officiels du dit canton de Brome comme partie du lot numéro huit cent soixante et quatorze (874), décrite comme suit, à savoir: commençant à un point sur le côté ouest du chemin ou rue, trente-sept pieds nord, du coin nord-est d'un morceau ou emplacement appartenant à M. M. Davis et représentants, et quatre-vingt-douze pieds de la marque de la haute marée de la rivière; de là, magnétiquement nord, soixante et un degrés ouest, cent soixante et deux pieds, à un poteau; de là, nord, trente-huit degrés et trente minutes est, seize pieds jusqu'au centre d'un puits; de là, nord, quarante-neuf degrés ouest, soixante et dix-neuf pieds jusqu'à un poteau en cèdre; de là, nord, vingt-trois degrés et quarante-cinq minutes est, trois cent trente-trois pieds jusqu'à un poteau en cèdre, sur la rive sud de la rivière. Le dit morceau ou emplacement étant borné à l'est par le chemin, au sud et à l'ouest par les terres de William Hay, et au nord par le

cause, who has not yet filed their claims are now call to file them in this cause, at the prothonotary's office of this court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the *Official Gazette of Quebec*, with a statement or sworn account, according to articles 673 of the code of civil procedure.

L. D. GAREAU,
Dep. P. S. C.

4026

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **ALEXANDRE SENEY**
No. 143. } **ET AL, Plaintiffs; against**
STANISLAS ALLARD, Defendant.

Lot number four hundred and sixty-one (461), of official cadastre for the township of Bulstrode, in the ninth range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Valère of Bulstrode, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaskaville, 2nd October, 1901. 3788
[First published, 5th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **CHARLES ALBERT**
District of Bedford. } **NUTTING, of the**
No. 6835. } **town of Waterloo, in the**

district of Bedford, esquire, advocate, Plaintiff; against the goods and lands of **ERWIN C. JOYAL**, of the township of Brome, in said district, Defendant.

That certain tract or parcel of land forming part of lot number 27, of the 7th range of the primitive survey, of the township of Brome, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome as part of lot number eight hundred and seventy-four (874), described as follows, to wit: commencing at a point on the west side of the road or street, thirty-seven feet northerly, from the north east corner of a piece or emplacement of land owned by M. M. Davis and representatives, and ninety two feet from high water mark of the river; thence, magnetically north, sixty-one degrees west, one hundred and sixty-two feet, to a stake; thence, north, thirty-eight degrees and thirty minutes east, sixteen feet to the center of a well; thence, north, forty-nine degrees west, seventy-nine feet to a cedar stake; thence, north, twenty-three degrees and forty-five minutes east three hundred and thirty three feet, to a cedar stake on the south bank of the river. Said piece or emplacement of land is bounded on the east by the road, on the south and west by the lands of William Hay, and on the north by the center of the river

centre de la rivière et contenant un acre et cinquante-trois centièmes d'un acre en superficie, de plus et au dessus de ce qui se trouve dans la dite rivière—ensemble avec toutes les bâties sus-érigées, y compris une maison, grange, magasin et tannerie avec toutes les machines posées ou non qui s'y trouvent maintenant, et le pouvoir d'eau, écluse et pouvoirs d'eau en général acquis par le dit défendeur de Israël England et fils par acte de vente daté et passé devant E. Fleury, notaire, le 20 janvier 1899, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Prôme, dans le volume 49 du registre B, sous le numéro 29053. Le dit morceau de terre sujet aux conditions suivantes, à savoir : Que, depuis le chemin Fulford jusqu'au dit puits, il y aura un chemin de douze pieds de largeur en commun avec le propriétaire de chaque côté du dit chemin, et que le dit puits sera à l'ouvrage en commun avec les propriétaires voisins et les dépenses pour le garder en bon ordre seront payées en égale part par eux.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest et district de Bedford, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 17 octobre 1901. 3785-2
[Première publication, 26 octobre 1901.]

and contains one acre and fifty-three hundredths of an acre in superficies, over and above what lays in the said river—together with all the buildings thereon erected and made, including a dwelling house, a barn, a store and a tannery with all the machinery fixed or not, now therein contained, and the water power, dam and water rights generally acquired by said defendant from Israel England and sons, by deed of sale bearing date and passed before E. Fleury, notary, on 20th January, 1899, and registered in the Brome county, registry office, in volume 49, of register B, under number 29053. The said piece of land to be subject to the following conditions, to wit : That, from the Fulford road as far as the said well, there shall be a twelve feet wide road in common between the proprietor of each side of said road, and that the said well shall be used in common by adjoining proprietors and the expenses of keeping the same in good order shall be borne in equal proportions by the same.

To be sold at the parish church door of Saint François Xavier de Shefford, in the village of West Shefford and district of Bedford, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 17th October, 1901. 3786
[First published, 26th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } A GESILAS LEPAGE,
No 679 } de Saint-Alphonse, marchand, Demandeur ; contre JOSEPH HARVEY,
de Saint-Fulgence, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le village de Saint-Fulgence—avec maison, fromagerie et autre bâties dessus érigées, circonstances et dépendances ; lequel emplacement est maintenant connu et désigné d'après le cadastre officiel du canton Tremblay, comme étant le numéro cinq C (No 5 C), du cinquième rang du dit canton, mesurant vingt cinq perches en superficie, plus ou moins.

2° Un moulin à scie mesurant environ trente pieds de longueur, sur environ vingt-cinq pieds de largeur, sans garantie de mesure précise, bâti sur un quai sur la grève de la rivière Saguenay, à l'endroit appelé le village de Saint-Fulgence—avec ensemble, les scies rondes, carriages, chaudière, machine à vapeur et autres instruments et outils servant à faire actionner le dit moulin, avec leurs circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fulgence de l'Anse au Foin, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 27 septembre 1901. 3769-2
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Chicoutimi, à savoir : } O LIVIER EDOUARD
No 969 } GAUVREAU ET JOSEPH EDOUARD BEAUDRY, tous deux de Québec, marchands, faisant affaires en société comme marchands de gros, à Québec, sous les noms de Gauvreau, Beaudry & Cie., Demandeurs ; contre GEORGE POTVIN, de la paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi

Chicoutimi, to wit : } A GESILAS LEPAGE, of
No. 679. } Saint Alphonse, merchant, Plaintiff ; against JOSEPH HARVEY, of
Saint Fulgence, Defendant.

1. A lot situate in the village of Saint Fulgence—with house, cheese factory and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; which lot is now known and described on the official cadastre of the township Tremblay, as being number five C (No. 5 C), of the fifth range of the said township, measuring twenty-five perches in area, more or less.

2. A saw mill measuring about thirty feet in length, by about twenty-five feet in width, without warranty of precise measure, built on a wharf on the beach of the river Saguenay, at the place called village of Saint Fulgence—together with the circular saws, carriages, boiler, steam machine and other instruments and implements to work the said mill, with their circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fulgence de l'Anse au Foin, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Shérif.
Chicoutimi, 27th September, 1901. 3770
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec

Chicoutimi, to wit : } O LIVIER EDOUARD
No. 969. } GAUVREAU and JOSEPH EDOUARD BEAUDRY, both of Quebec, marchands, doing business in partnership as wholesale merchants, at Quebec, under the firm of Gauvreau, Beaudry & Cie, Plaintiffs ; against GEORGE POTVIN, of the parish of Saint Gedeon, county of Lake Saint John, Defendant.

Un certain lopin de terre ou emplacement ayant six perches de front sur huit perches de profondeur, situé dans le village de Saint Gédéon, canton Signaï, maintenant connu d'après le cadastre officiel du canton de Signaï, comme faisant partie du numéro onze A (11 A), du dixième rang du dit canton; borné au nord par le chemin public, à l'est par M. Jean St. Pierre, à l'ouest par Thomas Gauthier, et au sud par le dit Jean St. Pierre—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du shérif, Chicoutimi, 1er octobre 1901. Shérif, 3771-2
[Première publication 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté du Lac Saint-Jean.
Chicoutimi, à savoir: JOSEPH CAUCHON, cultivateur, de Saint-Gédéon, Demandeur; contre ELIE MURRAY, cultivateur, du même lieu, en sa qualité de tuteur à Joseph Dufour, Frs. Dufour et M. L. X. Dufour, enfants mineurs de feu Jules Dufour, en son vivant cultivateur, de la dite paroisse de Saint Gédéon, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le dixième rang du canton de Signaï, dans le comté du Lac Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Signaï, sous le numéro vingt A (20A), dans le dixième rang du dit canton,—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Gédéon, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures et trente minutes de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Chicoutimi, 2 octobre 1901. Shérif, 3773-2
Première publication 5 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CREDIT FONCIER No 2016. } LE FRANCO CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènement de JOHN FAIRBAIRN, ci-devant de Montréal, et maintenant de la ville de Westmount, district de Montréal, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, désigné sous le numéro quinze cent quatre-vingt-huit (1588), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine; borné comme suit: en front au nord-ouest par la rue Sainte-Catherine, en arrière au sud-est par le lot officiel numéro quinze cent quatre-vingt-neuf (1589), du dit quartier, d'un côté au sud-ouest par la rue Guy, et de l'autre côté au nord-est par la propriété de A. McIntyre ou représentants—avec les bâtisses sus-érigées et avec tous les droits et accessoires y appartenant.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de

A certain lot a parcel or land having six perches in front by eight perches in depth, situate in the village of Saint Gedeon, township Signaï, now known on the official cadastre of the township of Signaï, as forming part of number eleven a (11a), of the tenth range of the said township; bounded on the north by the public road, on the east by Mr. Jean St. Pierre, on the west by Thomas Gauthier, and on the south by the said Jean St. Pierre—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gedeon, on the EIGHTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Chicoutimi, 1st October, 1901. Sheriff, 3772.
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Lake Saint John.
Chicoutimi, to wit: } JOSEPH CAUCHON, farmer, of Saint Gedeon, Plaintiff; against ELIE MURRAY, farmer, of the same place, in his quality of tutor to Joseph Dufour, Frs Dufour and M. L. X. Dufour, minor children of the late Jules Dufour, in his lifetime farmer, of the said parish of Saint Gedeon, Defendant.

A lot of land situate in the tenth range of the township of Signaï, in the county of Lake Saint John, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Signaï, as number twenty A (20 A), in the tenth range of the said township circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Gedeon, on the EIGHTH day of the month of NOVEMBER next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Chicoutimi, 2nd October, 1901. Sheriff, 3774.
[First published, 5th October 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LE CREDIT FONCIER No. 2016. } LE FRANCO CANADIEN, a body politic and corporate, having its chief office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN FAIRBAIRN, heretofore of Montreal, and now of the town of Westmount, district of Montreal, Defendant.

That certain lot of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, designated as number fifteen hundred and eighty-eight (1588), upon the official plan and in the book of reference of said Saint Antoine ward; bounded as follows: in front to the north west by Sainte Catherine street, in rear to the south east by official lot number fifteen hundred and eighty-nine (1589), of said ward, on one side to the south west by Guy street, and on the other side to the north east by the property of A. McIntyre or representatives—with the buildings thereon erected and with all and every the rights and accessories to said lot belonging. To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Montréal, 22 octobre 1901.
[Première publication, 26 octobre 1901.]

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **KENT & TURCOTTE,**
No 80. } curateurs, à ce dûment
autorisés sous l'article 879 du code de procédure
civile de la province de Québec, comme curateurs
aux biens de CHARLES C. CORNEILLE, failli,
et l'honorable Louis F. R. Masson et al, requérants.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Antoine, faisant partie du lot numéro quatre cent soixante et un (461), du cadastre hypothécaire du dit quartier Saint-Antoine, et plus particulièrement connu comme étant parties des subdivisions trois, quatre, cinq, six et sept (3, 4, 5, 6 et 7), du dit lot officiel numéro quatre cent soixante et un (461), contenant cent un pieds et six pouces sur la ligne sud-est ou front de la dite propriété, quatre-vingt-dix-neuf pieds sur la ligne nord-ouest ou arrière de la dite propriété par quarante-sept pieds de profondeur sur la ligne sud-ouest, et quarante-six pieds de profondeur sur la ligne nord-est ; borné comme suit : en front, au sud-ouest par l'Avenue Wrexham, étant un passage indiqué sur le dit plan officiel séparant le lot quatre cent soixante (460), du lot officiel quatre cent soixante et un (461), en arrière, au nord-ouest, par une ruelle de douze pieds de largeur, formant partie des dites subdivisions 3, 4, 5, 6 et 7, et aussi des subdivisions 1 et 2, du dit lot officiel numéro (461), la ligne nord-ouest de la dite ruelle étant parallèle avec la rue Saint-Antoine, et à une distance d'environ quatre-vingts pieds du côté nord-est par le lot officiel numéro quatre cent soixante et deux (462), et du côté sud-ouest par partie des subdivisions 3 et 4, appartenant à Madame Gales ou représentants—avec cinq cottages en brique érigés sur le dit terrain et avec droit de passage tant à pieds qu'en voiture et avec animaux, tant sur la dite ruelle en front que sur la ruelle en arrière du dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Montréal, 2 octobre 1901.
Première publication du 14 septembre 1901, est nulle.

[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
No 16. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de Dame ARTHEMISE CHINIQUY, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Georges Wilfrid Parent, du même lieu, agent d'immeubles, et le dit Georges Wilfrid Parent, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, et aussi personnellement et individuellement, Défendeurs, conjointement et solidairement.

1° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal, étant le lot numéro un (No 1), de la subdivision du lot numéro cent-cinquante-neuf (No 159-1), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, faisant front sur le chemin du Roi, conduisant de Saint-Lambert à Longueuil—avec les bâtisses sus-érigées.

on the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Montréal, 22nd October, 1901.
[First published, 26th October, 1901.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **KENT & TURCOTTE,**
No. 80. } curators, hereunto duly
authorized under article 879 of the code of civil
procedure of the province of Quebec, as curators to
the estate of CHARLES C. CORNEILLE, insolvent,
and the Honorable Louis F. R. Masson et al.,
petitioners.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, in Saint Antoine ward, forming part of lot number four hundred and sixty-one (461), of the registration cadastre of the said Saint Antoine ward, and more particularly known as being parts of subdivisions three, four, five, six and seven (3, 4, 5, 6 and 7), of the official lot number four hundred and sixty-one (461), containing one hundred and one feet six inches on the south east line or front of the said property, ninety-nine feet on the north west line or rear of the said property by forty-seven feet in depth on the south west line, and forty-six feet in depth on the north east line ; bounded as follows : in front, to the south west, by Wrexham Avenue, being a passage shown on the said official plan separating lot four hundred and sixty (460), from the official lot four hundred and sixty-one (461), in rear, to the north west, by a lane twelve feet wide, forming part of the said subdivisions 3, 4, 5, 6 and 7, and also of the subdivisions 1 and 2 of the said official lot number (461), the north west line of the said lane being parallel with Saint Antoine street, and at a distance of about eighty feet on the north east side by official lot number four hundred and sixty-two (462), and on the south west side by part of the subdivisions 3 and 4, belonging to Madame Gales or representatives—with five brick cottages built on the said lot and with right of way both on foot and with vehicles and for animals, both in the said lane in front and in the lane in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Montréal, 2nd October, 1901.
First publication of the 14th September, 1901, is null.

[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montréal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 16. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ARTHEMISE CHINIQUY, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of George Wilfrid Parent, of the same place, real estate agent, and the said George Wilfrid Parent, to authorize and assist his said wife, and also personally and individually Defendants, jointly and severally.

1. A certain lot of ground situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the district of Montreal, being the lot number one (No. 1), of the subdivision of lot number one hundred and fifty-nine (No. 159-1), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, fronting on the King's highway, leading from Saint Lambert to Longueuil—with the buildings thereon erected.

2° Ces deux lots de terre connus et désignés comme lots numéros quarante-neuf et cinquante (Nos 49 et 50), des subdivisions officielles du lot numéro cent cinquante-huit (Nos 158-49 et 158-50) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le dit district, faisant front sur l'avenue Washington et Boulevard Sainte-Hélène—avec les bâtimens sus-érigés, pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 2 octobre 1901. 3783-2
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE BIRKBECK INVEST-
No. 1221. } MENT SECURITY
AND SAVINGS COMPANY, corps politique et
incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et une succursale dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, la propriété de JULIEN LEGAULT DIT DESLAURIERS, des cité et district de Montréal, entrepreneur, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la ville de Lachine, connu comme lot numéro cinq cent trois (503), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite ville—avec une maison en bois et autres bâtimens sus-érigés, le dit lot étant situé sur le côté sud de la rue Sainte-Aurélien, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise; à déduire du dit lot la petite lisière sur le front vendue à "The Montreal Park and Island Railway Company," par acte devant Schetagne, N. P., le seizième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 2 octobre 1901. 3781-2
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NAPOLEON ROCHON,
No. 2000. } N comptable, des cité et
district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de JOSEPH FORTIN, boucher, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre vacant situé en le village de Villeray; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné sous le numéro cinquante et un, de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (51-489), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Recollet.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er octobre 1901. 3779-2
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME URSULE DU-
No. 1398. } RAND, de la Rivière
des Prairies, district de Montréal, veuve en première noce de François Roy, cultivateur, du même lieu, et en seconde noce de François Armand, bourgeois, du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tènements de FRANÇOIS ROY, du même lieu, Défendeur.

2. Those two certain lots of land known and designated as lots numbers forty-nine and fifty (Nos. 49 and 50), of the official subdivisions of lot number one hundred and fifty-eight (Nos. 158-49 and 158-50), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, in said district, fronting on Washington avenue and Boulevard Saint Helen—with the buildings thereon erected, to be sold *en bloc* as one lot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 2nd October, 1901. 3784
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE BIRKBECK INVEST-
No. 1221. } MENT SECURITY AND
SAVINGS COMPANY, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and a branch office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, the property of JULIEN LEGAULT DIT DESLAURIERS, of the city and district of Montreal, contractor, Defendant.

That certain lot of land in the town of Lachine, known as lot number five hundred and three (503), on the official plan and book of reference of said town—with a wooden houses and other buildings thereon, said lot situated on the south side of Sainte Aurélien street, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, english measure, deduction to be made from said lot of the small strip on the front sold to "The Montreal Park and Island Railway Company", by deed before Schetagne, N. P., the sixteenth July, one thousand eight hundred and ninety-seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff Office, Sheriff.
Montreal, 2nd October, 1901. 3782
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } NAPOLEON ROCHON,
No. 2000. } N accountant, of the city and
district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH FORTIN, butcher, of the same place, Defendant.

A vacant lot of land situate in the village of Villeray; bounded in front by Saint Hubert street, known and described as number fifty-one, of the subdivision of lot number four hundred and eighty-nine (51-489), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 1st October, 1901. 3780
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME URSULE DURAND,
No. 1398. } DAME URSULE DURAND, widow by her first marriage of François Roy, of the same place, farmer, and by her second marriage of François Armand, of the same place, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of FRANÇOIS ROY, of the same place, Defendant.

1° Une prairie située dans la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, sous le numéro quatre-vingt-trois (83); bornée en front par le chemin public.

2° Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, contenant un demi arpent en superficie, et borné en front par la voie publique, connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-dix (90), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies.

3° Une terre située dans la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, contenant un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, sous le numéro quatre-vingt-quatorze (94), et bornée en front par le chemin public—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er octobre 1901. [Première publication 5 octobre 1901]

1. A meadow situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, under the number eighty-three (83); bounded in front by the public road.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, containing one half arpent in superficies; bounded in front by the public road, known and described as lot number ninety (90), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies.

3. A land situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, containing one arpent and a half in width by forty arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, as number ninety-four (94), and bounded in front by the public road—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU

Sheriff's office, Montreal, 1st October, 1901. [First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL THOMAS WIL-

No 494. } S LETT, manufacturier, de la paroisse de Chambly canton, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de DAME VELINA CHEVRIER, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Etienne Leblond, en son vivant cordonnier, de Montréal susdit, es-nom et qualité et al, Défenderesses.

Saisi comme appartenant aux dites défenderesses es-noms et qualités, les immeubles suivants, savoir:

1° Un lot de terre situé en le village du canton de Chambly, faisant partie du numéro quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels du dit village du canton de Chambly, la dite partie de lot contenant quatre-vingt-dix pieds de front par trois cent quarante pieds de profondeur, plus ou moins, et borné comme suit: en front par le chemin public, en profondeur par un chemin ou rue, d'un côté par le lot numéro quarante et un, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro quarante-deux, des plans susdits—sans bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé au même lieu, faisant partie du lot numéro trois, des plan et livre de renvoi officiels du dit village du canton de Chambly, contenant vingt-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, plus ou moins, et borné comme suit: en front par le chemin public, en arrière aux rapides de Chambly, d'un côté au lot du moulin à papier, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro trois, appartenant à Roméo H. Stevens—avec une maison en bois dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Chambly, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er octobre 1901. [Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL THOMAS WIL-

No. 494. } S LETT, manufacturer, of the parish of Chambly canton, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME VELINA CHEVRIER, of the city and district of Montreal, widow of the late Etienne Leblond, in his lifetime shoemaker, of Montreal aforesaid, es nom et qualité et al, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, es noms et qualités, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land situate in the village of Chambly canton, forming part of number forty-two, of the official plan and book of reference of the said village of Chambly canton, said part of lot containing ninety feet in front by three hundred and forty feet in depth, more or less, and bounded as follows: in front by the public road, in depth by a road or street, on one side by lot number forty-one, and on the other side by the residue of the said lot number forty-two, of the said plan—without buildings thereon erected.

2. A lot situate at the same place, forming part of lot number three, of the official plan and book of reference of the said village of Chambly canton, containing twenty-eight feet in front by one hundred feet in depth, more or less, and bounded as follows: in front by the public road, in rear by the Chambly rapids, on one side by the site of the paper mill, and on the other side by the residue of the said lot number three, belonging to Romeo H. Stevens—with a wooden house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Chambly, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montreal, 1st October, 1901. [First published, 5th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **THE A. HARRIS, SON & COMPANY (LIMITED)**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre **LEON LAFRENIERE**, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, journalier, Défendeur, à savoir :

Cette bâtisse étant le No 269, rue Inkerman—avec dépendances érigées sur le lot numéro trois cent dix-sept (317), du quartier numéro cinq, dans la cité de Hull, dit district d'Ottawa, suivant le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite cité, et les droits du dit défendeur de se servir du dit lot, suivant bail à long passé devant N. Tetreau, notaire public, le ou vers le premier de novembre 1894.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Hull, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 2 octobre 1901. Shérif, 3787-2
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **THE A. HARRIS, SON & COMPANY (LIMITED)**, a body politic and corporate, and having its principal place of business at the city of Toronto, in the province of Ontario, Plaintiff; against **LEON LAFRENIERE**, of the city of Hull, in the district of Ottawa, laborer, Defendant, to wit :

That certain building being No. 269, Inkerman street—with outbuildings erected on lot number three hundred and seventeen (317), of ward number five, in the city of Hull, said district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said city, and the right of said defendants to the use of said lot, as per lease passed before N. Tetreau, notary public, on or about the first of November, 1894.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 2nd October, 1901. Sheriff, 3788
[First published, 5th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

VENDITIONI EXPONAS

Québec, à savoir : } **DIDIER JOSEPH MONTAM. No 1713.** } **TAMBAULT**, de la cité de Québec, avocat ; contre **GABRIEL LEMIEUX**, de la paroisse de Saint-Romuald, gentilhomme, à savoir :

Le No 200 (deux cents), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un emplacement de figure irrégulière ; borné en front au chemin Royal, au nord par le No 187, au sud par le chemin du fleuve, à l'est par le No 199, à l'ouest par une ruelle, contenant en superficie quatre mille huit cent soixante et quinze pieds—avec maison et étables dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de novembre prochain.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 23 octobre 1901. Shérif, 4021
[Première publication, 26 octobre 1901.]

FIERI FACIAS.*Cour de Recours.*

Québec, à savoir : } **LA CITÉ DE QUEBEC ; vs. No 2052.** } **PIERRE JOLICŒUR**, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir :

Le lot No 2053 (deux mille cinquante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec ; étant un emplacement situé sur la rue Saint-Ignace—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin, aux Révérendes Dames de l'Hotel Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 24 octobre 1901. Shérif, 4043
[Première publication, 26 octobre 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

VENDITIONI EXPONAS.

Québec, to wit : } **DIDIER JOSEPH MONTAM. No. 1713.** } **BAULT**, of the city of Québec, advocate ; against **GABRIEL LEMIEUX**, of the parish of Saint Romuald, gentleman, to wit :

Lot No. 200 (two hundred), of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of irregular outline ; bounded in front by the King's road, on the north by No. 187, on the south by the road called *Le Chemin du Fleuve*, on the east by No. 199, and on the west by a lane, containing in superficies four thousand eight hundred and seventy-five feet—with a house and stable thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-ninth day of November next.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 23rd October, 1901. Sheriff, 4022
[First published, 26th October, 1901.]

FIERI FACIAS.*Recorder's Court*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ; vs. No. 2052.** } **PIERRE JOLICŒUR**, of our city of Québec, in our district of Québec, to wit :

Lot No. 2053 (two thousand and fifty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Saint Ignace street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rente of \$6.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hôtel Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 24th October, 1901. Sheriff, 4044
[First published, 26th October, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **D**AME PHILOMENE GUAY,
No 1670. } épouse de feu Cyrille Sam-
son, du village de Lauzon, tant personnellement
qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs ;
contre PIERRE POULIOT, du village de Lauzon,
à savoir :

Le lot No 213 (deux cent treize), du cadastre
officiel du village incorporé de Lauzon, étant un
emplacement situé sur la rue Saint-Cyrille—avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et dépen-
dances ; sujet à une rente annuelle de \$24.00 ;
payable en deux paiements, dont l'un le premier
octobre, et l'autre dans le courant de mai, en faveur
des demandeurs.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse
de Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, le QUIN-
ZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX
heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 10 octobre 1901.

[Première publication, 12 octobre 1901.]

Shérif.

3879-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **D**AME PHILOMENE GUAY,
No. 1670. } wife of the late Cyrille Sam-
son, of the village of Lauzon, as well personally as
in her quality of tutrix to her minor children ;
against PIERRE POULIOT, of the village of
Lauzon, to wit :

Lot No. 213 (two hundred and thirteen), of the
official cadastre of the incorporated village of
Lauzon, being a lot situate on Saint Cyrille street
—with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies ; subject to a yearly rent of
\$24.00 payable in two payments, the first on the
first of October, and the other in the course of May,
in favor of the plaintiffs.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the
FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN
of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Quebec, 10th October, 1901.

[First published, 12th October, 1901.]

Sheriff.

3880

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Rimouski.

No 2686 } **A**UGUSTE TESSIER, Demandeur ;
vs. ETIENNE COTE, Défendeur,
savoir :

1° Un emplacement situé en la ville de Saint-
Germain de Rimouski, étant le No 322, du cadastre
officiel de la dite ville—avec bâtisses et beurrerie
sus construites, et les machineries, engins, bouil-
loires, centrifuge, babcock, etc., en un mot, tout le
matériel servant à l'exploitation et faisant partie de
la dite beurrerie. A charge d'une rente annuelle
de huit piastres, payable à F. F. Rouleau, écr., en
vertu d'un certain acte, en date du 25 avril 1888,
devant M^{re} D. Bégin ; la dite rente devant être
portée à \$18 par année, si le dit emplacement était
employé pour autre fin que celle d'une beurrerie ou
fromagerie.

2° Un lopin de terre situé au deuxième rang de
la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, conte-
nant 90 pieds sur 90 pieds ; borné au nord et à
l'est à L. J. Lepage, à l'ouest à la route, au sud au
chemin de front, étant partie du lot 374, du cadastre
officiel de la dite paroisse—avec bâtisse, poste d'écrê-
mage, bouilloire, séparateur, etc., en un mot, tout
le matériel servant à l'exploitation et faisant partie
du dit poste d'écrêmage. A charge d'une rente
constituée de \$5.33 payable à L. J. Lepage, le 15
octobre chaque année, en vertu d'un acte passé le
2 septembre 1900, devant Belzile, N. P.

Pour être vendus, l'immeuble No 1, au bureau
du shérif, à 10 heures A. M., l'immeuble No 2, à
la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain
de Rimouski, à 10½ heures A. M., le 26 NOVEM-
BRE 1901.

S. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif

Rimouski, 22 octobre 1901.

[Première publication, 26 octobre 1901.]

Shérif.

4033

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

No. 2686 } **A**UGUSTE TESSIER, Plaintiff ;
vs. ETIENNE COTE, Defend-
ant, to wit :

1. A lot situate in the town of Saint Germain de
Rimouski, being lot No. 322, of the official cadastre
of the said town—with buildings and butter factory
thereon erected, and the machinery, engines, boiler,
centrifuge, babcock &c., in a word, all the material
used for operation and forming part of the said
butter factory. Subject to the charge of an annual
rent of eight dollars, payable to F. F. Rouleau,
Esq., under a certain deed, dated the 25th of April,
1888, before M^{re} D. Bégin ; said rent to be fixed
at \$18.00 a year, if the said lot was used for any
other purposes than those of a butter or cheese
factory.

2. A lot of land situate in the second range
of the parish of Saint Germain de Rimouski,
containing 90 feet by 90 feet ; bounded on the
north and on the east by L. J. Lepage, on
the west by the by-road, on the south by the front
road, being part of lot 374, of the official cadastre of
the said parish—with a creamery establishment,
boiler, separator, &c., in a word, all the material used
to operate and forming part of the said creamery.
Subject to the charge of a constituted rent of \$5.33
payable to L. J. Lepage, on the 15th of October
every year, under a deed passed on the 2nd of
September, 1900, before Belzile, N. P.

To be sold, lot No. 1, at the sheriff's office, at
10 A. M., and lot No. 2, at the church door of the
parish of Saint Germain de Rimouski, at 10.30 A. M.,
on the 26th of NOVEMBER, 1901.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,

Rimouski, 22nd October, 1901.

[First published, 26th October, 1901.]

Sheriff.

4034

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, pour le district de Montréal, Saint-François, à savoir : } **WILLIAM WILCOCK WILBRENNER**, Demandeur ; vs. **EDGAR MONRO**, Défendeur.

Trois morceaux ou lots de terre situés dans le canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Lot numéro dix A (No 10 A), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell, contenant cent cinq acres, une vergée et six perches en superficie—circonstances et dépendances.

2° Lot numéro douze (No 12), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell, contenant deux cent douze acres, une vergée et dix perches en superficie—circonstances et dépendances.

3° Lot numéro treize (No 13), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell, contenant deux cent douze acres, trois vergées et neuf perches en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le **VINGT-SIXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shébrooke, 23 octobre 1901. Shérif. 4035
[Première publication, 26 octobre 1901.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton *Nemtoyé*.

5e rang.

Lots 1 et 2, à Eug. Dumais.
Lot 3, à Zéphirin Dumais.
Lot 4, à Alph. Sirois.
Lot 7, à Célestin Pelletier.
Lot 8, à Cléoph. Dumond.
Lot 9, à André Lizotte.
Lot A, à Jos. Furlotte.
Lots B et C, à Ls. Barnes.
Lot D, à Michael Norton.
Lot O, du 4e rang, à Daniel Ouellet.
Lot L, du 6e rang, à Léonore Brochu.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 26 octobre 1901.

4065

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Circuit Court, for the district of Montreal, Saint Francis, to wit : } **WILLIAM WILCOCK WILBRENNER**, Plaintiff ; vs. **EDGAR MONRO**, Defendant.

Three pieces or lots of land situate in the township of Dudswell, in the county of Wolfe, district of Saint Francis, known and designated as follows :

1. Lot number ten A (No. 10 A), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell, containing one hundred and five acres, one rood and six perches in superficies — with the appertences thereunto belonging.

2. Lot number twelve (No. 12), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell, containing two hundred and twelve acres, one rood and ten perches in superficies — with the appertences thereunto belonging.

3. Lot number thirteen (No. 13), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell, containing two hundred and twelve acres, three roods and nine perches in superficies — with the appertences thereunto belonging.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Adolphe of Dudswell, on the **TWENTY-SIXTH** day of **NOVEMBER** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shébrooke, 23rd October, 1901. Sheriff. 4036
[First published, 26th October, 1901.]

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township *Nemtoyé*.

5th range.

Lots 1 and 2, to Eug. Dumais.
Lot 3, to Zéph. Dumais.
Lot 4, to Alph. Sirois.
Lot 7, to Célestin Pelletier.
Lot 8, to Cléoph. Dumond.
Lot 9, to André Lizotte.
Lot A, to Jos. Furlotte.
Lots B and C, to Ls. Barnes.
Lot D, to Michael Norton.
Lot O, of 4th range, to Daniel Ouellet.
Lot L, of 6th range, to Léonore Brochu.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 26th October, 1901,

4066

Avis Divers

AVIS

Dame Alberta Welch, de Foster, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, a institué à la cour supérieure de ce district, le 16 octobre 1901, une action en séparation de biens contre son mari, Walter E. Colburn, aussi de Foster.

M. MAILHOT,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburgh, 16 octobre 1901. 4047

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Marie Louise Gravel, "J. A. Gravel & Cie.,"
marchande de nouveautés, de la cité de Montréal,
Faillie ;

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera ouvert à contestation jusqu'au 11e jour de novembre 1901, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.
1598, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 23 octobre 1901. 4051

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de Lefebvre, Ryan & Co., de Montréal, Faillie.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.
Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 octobre 1901. 4059

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Made Octave Beaudet, marchande,
Saint Pierre les Becquets, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 de novembre 1901, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 octobre 1901. 4055

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
Avis est par le présent donné que Dufour & Lacombe, de Chicoutimi, marchands, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 18ième jour d'octobre 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 octobre 1901. 4053

Miscellaneous Notices

NOTICE

Dame Alberta Welch, of Foster, district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, has, the 16th day of October instant, to the superior of this court district, instituted an action in separation of property against her husband, Walter E. Colburn, also of Foster.

M. MAILHOT,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburgh, 16th October, 1901. 4048

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Marie Louise Gravel, "J. A. Gravel & Cie.,"
fancy dry goods, of the city of Montreal,
Insolvent ;

and
Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 11th day of November, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.
1598, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 23rd October, 1901. 4052

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of Lefebvre, Ryan & Co., Montreal, Insolvents.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in the matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.
Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 24th October, 1901. 4060

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Dame Octave Beaudet, merchant,
Saint Pierre les Becquets, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 11th November, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co Building.
Quebec, 24th October, 1901. 4056

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
Notice is hereby given that Dufour & Lacombe, of Chicoutimi, merchants, have, on the 18th October, 1901, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 24th October, 1901. 4054

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de Dame Marie G. Dina Laferrière, de Montréal, Failli.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
rue Saint Jacques.
Montréal, 24 octobre 1901. 4037

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Dame Adelaïde Joly et al, es qualité d'héritiers de feu Ulric Lamoureux, entrepreneur, de la cité de Saint-Henri de Montréal, Insolubles ;
et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera ouvert à contestation jusqu'au 12ème jour de novembre 1901, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 23 octobre 1901. 4049

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Moses Stier, Cité, Failli.
Avis est donné que le quatorzième jour d'octobre 1901, les soussignés ont été nommés par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites dans les trente jours de cet avis.

LAMARRE & GALAISE,
Curateurs.

20, rue Saint-Jacques,
Montréal, 26 octobre 1901. 4063

Licitation

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 4338

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le 19 octobre courant 1901, dans une cause dans laquelle Louis Gustave Lapalisse, cultivateur, de la paroisse de Saint-Aimé, dans le district de Richelieu, et provisoirement absent de cette province, aux Etats-Unis d'Amérique, est Demandeur ; et Clémentine Laplante, épouse de Josaphat Cyr, et le dit Josaphat Cyr, tant pour lui-même que pour autoriser sa dite épouse, Flore Laplante, fille majeure usant de ses droits, et Dame Aurélie St-Germain, veuve de feu Antoine Laplante, tous cidevant de la paroisse de Saint-Aimé, dit district de Richelieu, maintenant de Taunton, dans l'état du Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant savoir :

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Aimé, dans le district de Richelieu, sur le rang du bord de l'eau, connu et désigné sous le No 551, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Aimé, contenant un arpent et cinq perches de front sur trente et un arpents et quatre perches de profondeur, formant quarante-sept arpents et dix perches en

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of Dame Marie G. Dina Laferrière, of Montreal, Insolvent.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 24th October, 1901. 4058

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Dame Adelaïde Joly et al, es-qualité heirs of late Ulric Lamoureux, contractor, of the city of Saint-Henri of Montreal, Insolvents ;
and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 12th day of November, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre-Dame street.
Montreal, 23rd October, 1901. 4050

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Moses Stier, City, Insolvent.
Notice is given that on the fourteenth day of October, 1901, by an order of the court, the undersigned have been appointed curators to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within 30 days from this notice.

LAMARRE & GALAISE,
Curators.

20 Saint-James street,
Montreal, 26th October, 1901. 4064

Licitation

Province of Quebec, }
District of Richelieu, } Superior Court.
No. 4338.

LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, on the 19th October instant, 1901, in a cause wherein Louis Gustave Lapalisse, of the parish of Saint Aimé, farmer, in the district of Richelieu, and actually absent of this province, to the United States of America, is Plaintiff ; and Clémentine Laplante, wife of Josaphat Cyr, and the said Josaphat Cyr, as well personally as to authorize his said wife, Flore Laplante, spinster, and Dame Aurélie Saint Germain, widow of late Antoine Laplante, all heretofore of the parish of Saint Aimé, said district of Richelieu, and now of Taunton, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, are Defendants, ordering the licitation of the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Aimé, in the district of Richelieu, on the range fronting the river, known and designated under No. 551, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Aimé, containing one arpent and five perches in front by thirty-one arpents and four perches in depth, forming forty-seven arpents and ten per-

superficie ; tenant devant à la rivière Yamaska, en profondeur aux terres du rang Thierçant, d'un côté à Paul Morais ou représentant, et de l'autre côté à Pierre Rivard Dufresne ou représentants—avec bâtisses y érigées.

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQ DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, à Sorel ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats du demandeur.

Sorel, 22 octobre 1901. 4061
[Première publication, 26 octobre 1901].

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 43

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 2068.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 2046 ; Conseil législatif, 2044.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE : — Ernest E. Vipond, 2048 ; Percy Clare Du Boyce, 2048.

ERRATA : — Dans la page 1962 du 12 octobre 1901, 2043.

FAILLIS : — Dmes Beaudet, 2066 ; Gravel, 2066 ; Joly, *et al*, *esq*, 2067 ; Laferrière, 2067 ; Dickner, 2054 ; Dufour & Lacombe, 2066 ; Durand, 2053 ; Genest, 2054 ; Jellyman & Coy, 2054 ; Lefebvre, Ryan & Cie, 2066 ; Morin, 2055 ; Mourand, *et al*, 2055 ; Riopelle, 2054 ; Savoie, 2054 ; Stier, 2067.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie Electrique du Canada, 2050 ; La Cie co-opérative de cigares de Montréal, 2049 ; La compagnie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2049 ; The Garth Coy, 2051 ; The Imperial Syrup Coy, 2050.

LICITATIONS : — Lapalisse vs Dme Laplante *et al*, 2067.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT : — De Joseph Simard & Eug. G. Simard à Wilfrid Joseph Proulx, 2044.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer : — Lot No 284, de Sainte-Martine à Saint-Urbain Premier, comté Châteauguay, 2044.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en : — Sainte-Marie de Guyon, comté de Pontiac, 2043.

NOMINATIONS : — Auditeurs pour la municipalité de Saint-Aimé, comté de Richelieu, 2041.

Juge de paix en vertu de l'art. 2572 : — district de Montréal, 2041.

ches in area ; bounded in front to the river Yamaska, in depth to the lands of range Thierçant, on one side to Paul Morais or representatives, and on the other side to Pierre Rivard-Dufresne or representatives—with buildings thereon erected.

The said immovable above described will be put up for sale and adjudicated to the last and highest bidder, on the FIFTH DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house of Sorel ; subject to the clauses, charges and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be deposited in the said office within the six days following the adjudication, and failing the parties to deposit such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ETHIER & LEFEBVRE,
Plaintiff's attorneys.

Sorel, 22nd October, 1901. 4062
[First published, 26th October, 1901].

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c, 2068.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 2046 ; Legislative Council, 2044.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE : — Ernest E. Vipond, 2048 ; Percy Clare Du Boyce, 2048.

ERRATA : — In the page 1962 of the 12th of October, 1901, 2043.

INSOLVENTS : — Dmes Beaudet, 2066 ; Gravel, 2066 ; Joly, *et al*, *esq*, 2067 ; Laferrière, 2067 ; Dickner, 2054 ; Dufour & Lacombe, 2066 ; Durand, 2053 ; Genest, 2054 ; Jellyman & Coy, 2054 ; Lefebvre, Ryan & Co, 2066 ; Morin, 2055 ; Mourand *et al*, 2055 ; Riopelle, 2054 ; Savoie, 2054 ; Stier, 2067.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — The Canada Electric Coy, 2050 ; La Cie co-opérative de cigares de Montréal, 2049 ; La Cie d'Imprimerie de Shawinigan Falls, 2049 ; The Garth Coy, 2051 ; The Imperial Syrup Coy, 2050.

LICITATIONS : — Lapalisse vs Dme Laplante, *et al*, 2067.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER : — From Joseph Simard & Eug. G. Simard to Wilfrid Joseph Proulx, 2044.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annex : — Lot No. 284, of Sainte-Martine to Saint-Urbain Premier, county Chateauguay, 2044.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect in : — Sainte Marie de Guyon, county of Pontiac, 2043.

APPOINTMENTS : — Auditors for the municipality of Saint Aimé, county of Richelieu, 2041.

Justice of the peace in virtue of art. 2572 : — district of Montreal, 2041.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 2042 ; Jour d'actions de grâces, 2042.

RÈGLES DE COUR :—Dme Turgeon vs Shannon, *de qualité et al*, 2056 ; Mitchell, *et al*, vs Odds *et al*, 2055.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Barrette vs Plante, 2053 ; Belec vs Belisle, 2052 ; Beaudoin vs Lacas, 2018 ; Cadieux vs Girard, 2053 ; Clancy vs Farrell, 2053 ; Dansereau vs Dansereau, 2052 ; Gohier vs Beaulieu, 2052 ; Heath vs Yertaw, 2053 ; Lanin vs Ledoux, 2051 ; Mattassar vs Poplinger, 2052 ; Poirier vs Choquette, 2053 ; Putney vs Webster, 2052 ; Weston vs Weyland, 2052 ; Welch vs Colburn, 2066.

SOCIÉTÉ FORMÉE :—Cie d'assurance mutuelle contre le feu et la foudre, de la paroisse de Saint-Maurice, 2048.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc* :—Addington, 2044 ; Addington, 2044 ; Chevigny, 2044 ; Humqui, 2044 ; La Minerve, 2044 ; Mousseau, 2044 ; Matalik, 2044 ; Métabetchouan, 2044 ; Memtayé, 2065.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Seney *et al* vs Allard, 2057.

BEDFORD :—Nutting vs Joyal, 2058.

CHICOUTIMI :—Cauchon vs Murray, 2059 ; Gauvreau *et al* vs Potvin, 2058 ; Lepage vs Harvey, 2058.

MONTREAL :—Corneille, failli, 2060 ; Dme Durand vs Roy, 2061 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Fairbain, 2059 ; Rochon vs Fortin, 2061 ; The Birkbeck Investment Security and Savings Coy vs Legault, 2061 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Chiniqny *et al*, 2060 ; Willett vs Chevrier *et al*, 2062.

OTTAWA :—Harris, Son & Coy vs Lafrenière, 2063.

QUÉBEC :—Dme Guay vs Pouliot, 2064 ; La cité de Québec vs Jolicœur, 2063 ; Montambault vs Lemieux, 2063.

RIMOUSKI :—Tessier vs Côté, 2064.

SAINT-FRANÇOIS :—Wilbrenner vs Monro, 2065.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 2042 ; Thanksgiving day, 2042.

RULES OF COURT :—Dme Turgeon vs Shannon, *de qualité et al*, 2056 ; Mitchell, *et al*, vs Odds *et al*, 2055.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Barrette vs Plante, 2053 ; Belec vs Belisle, 2052 ; Beaudoin vs Lacas, 2018 ; Cadieux vs Girard, 2053 ; Clancy vs Farrell, 2053 ; Dansereau vs Dansereau, 2052 ; Gohier vs Beaulieu, 2052 ; Heath vs Yertaw, 2053 ; Lanin vs Ledoux, 2051 ; Mattassar vs Poplinger, 2052 ; Poirier vs Choquette, 2053 ; Putney vs Webster, 2052 ; Weston vs Weyland, 2052 ; Welch vs Colburn, 2066.

SOCIETY FORMED :—Fire and lightning mutual insurance coy, of the parish of Saint Maurice, 2048.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc* :—Addington, 2044 ; Addington, 2044 ; Chevigny, 2044 ; Humqui, 2044 ; La Minerve, 2044 ; Mousseau, 2044 ; Matalik, 2044 ; Métabetchouan, 2044 ; Memtayé, 2065.

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA :—Seney *et al* vs Allard, 2057.

BEDFORD :—Nutting vs Joyal, 2058.

CHICOUTIMI :—Cauchon vs Murray, 2059 ; Gauvreau *et al* vs Potvin, 2058 ; Lepage vs Harvey, 2058.

MONTREAL :—Corneille, insolvent, 2060 ; Dme Durand vs Roy, 2061 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Fairbain, 2059 ; Rochon vs Fortin, 2061 ; The Birkbeck Investment Security and Savings Coy vs Legault, 2061 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Chiniqny *et al*, 2060 ; Willett vs Chevrier *et al*, 2062.

OTTAWA :—Harris, Son & Coy vs Lafrenière, 2063.

QUÉBEC :—Dme Guay vs Pouliot, 2064 ; The city of Quebec vs Jolicœur, 2063 ; Montambault vs Lemieux, 2063.

RIMOUSKI :—Tessier vs Côté, 2064.

SAINT FRANCIS :—Wilbrenner vs Monro, 2065.

